

A NIMES, le lundi 22 juin 2026

La CGT-SUD
A
Monsieur Le Directeur Territorial
PJJ Gard Lozère
6, rue du Mail
30 000 NIMES

OBJET : PRÉAVIS DE GRÈVE ILLIMITÉE

Monsieur Le Directeur Territorial du Gard Lozère

La CGT-PJJ SUD dépose un préavis de grève illimitée couvrant l'ensemble des personnels de la DT Gard-Lozère, titulaires et non-titulaires, à compter du 29 juin 2026, nuit en amont comprise.

Ce préavis est motivé par la dégradation continue des conditions de travail, l'épuisement croissant des personnels et l'absence de réponses adaptées aux difficultés rencontrées sur l'ensemble du territoire Gard-Lozère.

Depuis plusieurs années, la CGT-PJJ alerte l'administration sur la dégradation continue des conditions de travail, les suppressions de postes, les vacances d'emploi, la pression de l'activité, les risques psychosociaux et les difficultés croissantes rencontrées par les professionnels. Ces alertes ont été portées dans les instances, par courriers, lors d'audiences, dans la presse et auprès de l'ensemble des niveaux hiérarchiques. Elles sont restées sans réponse. Cette situation génère désormais des tensions entre professionnels pourtant engagés dans les mêmes missions, signe d'un territoire arrivé à un niveau de saturation très préoccupant.

Aujourd'hui, plus d'une centaine de mesures éducatives demeurent en attente sur l'ensemble du territoire **dans les services de milieu ouvert. Les personnels de l'UEHC** continuent de subir des conditions de fonctionnement dégradées avec, là aussi, des effectifs réduits. A l'**UEMO les Arènes**, les alertes relatives aux risques psychosociaux et à l'organisation du travail demeurent non seulement sans réponse satisfaisante, mais les décisions prises par l'administration depuis ces signalements ont parfois contribué à accentuer les difficultés rencontrées par les agents et à dégrader davantage leurs conditions de travail. La restructuration juridique actuellement engagée continue de susciter de nombreuses interrogations parmi les personnels. Alors qu'aucune urgence particulière ne la justifiait au regard des échéances du CEF, son utilité demeure toujours aussi incertaine. Là encore, les propositions formulées par la CGT-PJJ pour répondre aux difficultés rencontrées n'ont pas été entendues, illustrant une nouvelle fois un dialogue social réduit à une simple formalité.

La CGT-PJJ tient également à exprimer sa solidarité avec les agents du **Centre Éducatif Fermé de Nîmes** qui subissent une fermeture temporaire et des missionnements réalisés dans des conditions particulièrement insatisfaisantes sur les plans statutaire et humain, malgré les nombreuses interventions de notre organisation syndicale. Là encore, les décisions prises relèvent davantage du bricolage administratif que d'un véritable accompagnement.

La CGT-PJJ s'inquiète également de la situation des personnels de l'**UEMO de Bagnols-sur-Cèze** qui continuent d'exercer leurs missions dans des conditions immobilières particulièrement dégradées. Alors que les épisodes de fortes chaleurs mettent une nouvelle fois en évidence l'inadaptation des locaux, les difficultés pourtant signalées depuis plusieurs années demeurent sans solution pérenne. Cette situation est emblématique des retards accumulés sur notre territoire en matière d'amélioration des conditions de travail.

La CGT-PJJ s'inquiète également de la situation de l'**UEMO d'Alès**. Malgré des effectifs déjà insuffisants et un nombre important de mesures en attente, plusieurs postes demeurent vacants à l'approche du 1er septembre 2026. Les difficultés rencontrées par les agents risquent donc de se poursuivre, voire de s'aggraver, dans un contexte où les marges de fonctionnement sont déjà extrêmement réduites.

Plus largement, les résultats de la dernière campagne de mobilité interrogent fortement. Alors que les services du Gard-Lozère connaissent des tensions importantes et durables, aucune arrivée significative de personnels titulaires n'est aujourd'hui annoncée sur les postes éducatifs. Cette absence d'attractivité et de renforts interroge nécessairement sur la capacité du territoire à répondre aux difficultés pourtant identifiées depuis plusieurs années sur notre territoire.

Les personnels ont tenu pendant des années.

Aujourd'hui, ils demandent simplement les moyens nécessaires pour exercer leurs missions.

La CGT-PJJ revendique un plan d'urgence pour les services du Gard-Lozère

- **Le renforcement immédiat des effectifs éducatifs en milieu ouvert et à l'UEHC ;**
- **La mise en œuvre d'un plan de résorption des mesures en attente sur l'ensemble des UEMO.**
- **Une information régulière et transparente des représentants du personnel concernant l'évolution des mesures en attente ;**
- **La restitution intégrale du rapport de contrôle des dysfonctionnements de l'UEMO Les Arènes aux agents et à notre organisation syndicale ;**
- **La communication des observations de la régulation d'équipe « UEMO les Arènes »**
- **La mise en œuvre immédiate d'un plan d'action relatif aux risques psychosociaux ;**
- **Un moratoire sur le projet de rattachement des Arènes à l'UJPE ;**
- **Le maintien des RRSE de l'UEMO Les Arènes afin de ne pas accentuer la charge de travail des professionnels exerçant aux 7 Collines ;**
- **Un engagement écrit concernant le maintien de la NBI des professionnels de l'UEMO Les Arènes ;**
- **Le maintien des temps partiels choisis par les agents ;**
- **Une vigilance active concernant les conditions de travail des collègues de l'UEMO de Bagnols sur Cèze notamment durant les périodes caniculaires.**
- **L'ouverture immédiate de négociations avec la Directrice Interrégionale**

Vous l'aurez compris, Monsieur le Directeur, les agents du Gard-Lozère ne peuvent plus être la variable d'ajustement d'une politique de pénurie. La santé des personnels, la qualité du service public et la prise en charge des mineurs confiés à la PJJ exigent désormais des moyens, de l'écoute et des actes.

Enfin, ce mouvement ne porte sur aucune revendication salariale. Les personnels se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail, leurs missions et le service public. La CGT-PJJ demande donc que soient examinées toutes les solutions permettant de ne pas faire supporter aux agents le coût d'une mobilisation engagée dans l'intérêt général.

La CGT-PJJ reste disponible pour une audience dans le cadre de ce préavis de grève.

Le secrétaire régional

 **CGT PJJ SUD**

